

- Des articles de :
Tanguy-Prigent,
J. Rous, O. Rosenfeld
P. Belleville
- La presse et le P.S.U.
PAGE 7
- Un autre nazisme
PAGE 8

TRIBUNE Socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

LE RÉGIME DES APPARENCES ET LA FRANCE DES RÉALITÉS

QUAND la radiodiffusion française eut fini de parler du voyage de Khrouchtchev à Paris, ce fut pour commencer à nous informer de celui de de Gaulle à Londres. Aux actualités cinématographiques, les deux déplacements se succèdent aussi, de Gaulle a à peine claqué la portière de la voiture de son hôte à Rambouillet qu'il surgit de celle du train à Victoria Station. C'est tout juste si quelques bandes intercalent entre les deux événements une image — en couleur — de l'explosion de Reggane.

Quant à la presse, elle a réussi à ne parler à peu près que de cela pendant trois semaines. Cela s'appelle la politique du prestige, autrement dit des apparences.

Apparence d'une France forte qui reçoit, avec quels fastes ! Et qui est reçue — pas par les mêmes — avec un faste encore plus fort. L'on peut discuter à perte de vue sur les résultats du voyage de Khrouchtchev. « 30.000 lecteurs de plus à « l'Humanité », dit Bidault, et pour le reste le vide intersidéral... » C'est vite dit. C'est oublier que la gloire du visiteur rejaillit sur le visité. L'on peut se demander ce que de Gaulle tire du voyage de Londres. Rappelons-nous la phrase du discours du 29 janvier où il était question de vingt ans de légitimité et constatons qu'à Londres il a été se faire sacer avec vingt ans de retard, mais au nom de vingt ans de continuité au point de départ de cette légitimité.

Ainsi sont les apparences. La deuxième bombe a explosé, Churchill — qui faisait tant d'histoires — est passé, mais de Gaulle demeure, Khrouchtchev a rendu la visite jadis faite à Staline; il y a eu treize ans d'inter-règne, mais maintenant le régime est solide, la France est solide, reconnue comme telle, parlant comme telle aux trois plus grands dont elle est l'égale.

Ainsi apparaissent les actualités, les émissions de radio et de télé, les premières pages des quotidiens. Aux pages intérieures plus petits caractères, on peut, en cherchant bien, trouver trace des réalités.

REALITÉS: les manifestations paysannes du 7 avril dans de nombreux départements. Les manifestations paysannes, depuis le temps qu'on en parle, on commence certes à s'y habituer, comme à une donnée permanente. Mais la réalité, c'est tout de même que rien ne s'arrange, que les projets gouvernementaux s'enterrent les uns après les autres avant même d'avoir été discutés. La réalité, c'est que le problème paysan est maintenant posé au grand jour, qu'à travers la lutte paysanne les fascistes continuent à chercher leur propre chemin mais aussi qu'à travers cette lutte et à cause de la carence gouvernementale, les jeunes développent leur propre force, leur propre programme. La réalité, c'est l'accord réalisé à Nantes entre les trois centrales ouvrières et une fédération départementale des exploitants particulièrement dynamique. La réalité, c'est un régime qui ne peut trouver la solution, et des hommes, paysans et ouvriers qui, pour la première fois, la cherchent ensemble.

Autre réalité: la pétition laïque qui continue et dans bon nombre de départements balaye l'apparence du parlement.

Réalité encore le patronat qui se sent fort et joue du lock-out, à Sochaux, à Bougenais. Réalité, la classe ouvrière de Sochaux et de Nantes qui refuse de se laisser prendre aux arguments économiques de leurs adversaires.

Réalité la guerre d'Algérie qu'un jour on présente comme gagnée tandis que le lendemain on laisse planer le doute à propos d'une offensive que les « vaincus » pourraient lancer à la frontière tunisienne. Réalité de la crainte qui déplace les ministres vers cette frontière, danger réel que la guerre devienne internationale après que le G.P.R.A. ait lancé son appel à Tripoli.

Réalité le congrès de l'U.N.E.F., où la majorité hostile à la guerre d'Algérie a augmenté donnant une image non truquée de la jeunesse française.

CONGRES de l'U.N.E.F., pétition laïque, luttes ouvrières, rapprochements ouvriers paysans à Nantes. Le parti que nous avons créé a, comme raison d'être, la coordination de ces efforts et de ces réalités. C'est ainsi qu'il deviendra lui-même une réalité politique.



↑ Il songeait au passé...

... "ils" pensent à l'avenir ↓



UN IMMENSE ESPOIR

Le dimanche 3 avril 1960 — dans l'immense salle des fêtes d'Issy-les-Moulineaux, trop petite pour contenir la foule des délégués et des auditeurs — est né le PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ (P.S.U.), qui vient de grouper en un seul parti socialiste authentique, moderne et efficace :

- « Tribune du Communisme », composé surtout d'anciens militants du P.C., démissionnaires ou exclus;
- Le P.S.A. (ex-parti socialiste autonome), qui comprenait surtout d'anciens militants de la S.F.I.O. et des travailleurs précédemment « inorganisés »;
- Des radicaux de gauche que l'analyse intelligente des événements a convaincus qu'il est indispensable de

par **TANGUY-PRIGENT**

passer d'une démocratie uniquement politique à une démocratie économique et sociale. Plusieurs d'entre eux dont Pierre Mendès-France, avaient d'ailleurs adhéré au P.S.A. dès l'automne 1959.

• L'U.G.S. (Union de la Gauche Socialiste), qui avait réuni d'anciens militants communistes, S.F.I.O. et radicaux; des « croyants sociaux », soucieux comme nous tous de faire respecter la liberté de conscience de chacun — y compris celle de pratiquer la religion de son choix — mais résolument partisans de la neutralité totale de l'Etat, de son administration et de son école, dans les domaines philosophiques et religieux.

• D'anciens militants politiques et syndicalistes hier découragés par le spectacle de nos divisions,

• Un grand nombre de jeunes aujourd'hui enthousiastes dont les responsables des pires abandons se servaient comme d'un alibi en prétendant « qu'il n'y avait rien à faire avec la jeunesse actuelle. »

NOUS allons maintenant, sans perdre une minute, nous mettre au travail. Nous allons apprendre à travailler en commun. Dans très peu de temps, nous aurons oublié nos organisations d'origine. Une

seule doctrine nous guidera : le Socialisme authentique et humain. Notre stimulant commun sera le souci de l'action et de l'efficacité. Les mesquineries, les soucis locaux ou électoraux, les ambitions malsaines, devront être bannis. Ils le seront facilement.

L'action va remplacer le verbe. La sincérité et la fidélité redonneront confiance à tous ceux qu'indignaient et décourageaient les compromissions et les trahisons. La lâcheté cédera la place au courage lucide.

LE P.S.U. sera véritablement démocratique. La commission politique, utilisant les travaux des commissions techniques, enverra bientôt des rapports ou études sérieux aux fédérations et aux sections. Ces dernières, de leur côté, ne manqueront pas de faire des suggestions et des propositions bien étayées. Le tout sera discuté dans le respect total des courants de pensée mais sans esprit de clan. Dans peu de temps se tiendra un congrès démocratique et constructif qui établira un programme à court, moyen et long terme, qu'une Force cohérente inconnue jusqu'ici permettra de transformer cette fois en réalités concrètes.

La gestion ouvrière, la justice sociale, un bien-être que la sécurité économique et sociale rendra stable, la décolonisation, la construction d'une paix enfin durable parce qu'établie sur des bases justes, la réforme agraire et celle des marchés, la création d'une démocratie économique et sociale, la collaboration des peuples sous des formes à préciser, d'autres grands problèmes encore, nécessitent le concours des hommes de caractère. Les conditions du succès sont maintenant réalisées et nous saurons empêcher de nouvelles déceptions.

Ce premier article n'aborde pas les problèmes techniques. Les suivants traiteront de ceux auxquels je m'intéresse plus particulièrement; en premier lieu une réforme agraire fondamentale et une organisation rationnelle des marchés et de la distribution. Aujourd'hui j'ai voulu souligner la grandeur de notre tâche et faire part à nos camarades d'un espoir qui est synonyme de certitude.

LE CONGRÈS DU S.N.E.T.

Le Congrès National du S.N.E.T. (Syndicat National de l'Enseignement Technique, adhérent à la F.E.N.) s'est tenu les 4, 5 et 6 avril à Paris. Il regroupait les délégués des différents collèges techniques, écoles nationales professionnelles, centres d'orientation professionnelle du pays. La caractéristique essentielle de ce Congrès fut l'atmosphère de sérieux dans les travaux et le climat d'unité. Les luttes de tendance, traditionnelles, ne sont presque pas apparues. Le rapport d'activité a été voté par 86,47 % des mandats et 7,64 % contre (5,89 %), les motions sur les « problèmes généraux », notamment celles sur la laïcité et l'Algérie, ont été votées à l'unanimité.

Paix en Algérie

Le vote unanime sur l'Algérie s'est fait sur des positions nettes et sans équivoques, ce qui traduit un progrès certain sur les années précédentes et une volonté indéniable de lutte. Témoignage la fin de la motion :

« ...Le Congrès exprime son attachement au principe d'autodétermination dont il réclame une application loyale, c'est-à-dire qu'il demande que des négociations aient lieu avec ceux qui se battent — pour obtenir un cessez-le-feu — pour discuter des garanties (que toutes les parties en présence sont en droit de réclamer et de négocier) afin que le peuple algérien puisse librement décider de son avenir.

« Il mandate le Bureau National pour que la F.E.N. ait des contacts avec toutes les centrales sans exclusion :

« — afin qu'elles agissent dans ce sens auprès du gouvernement;

« — afin qu'elles provoquent la constitution d'un Comité National d'action pour la paix en Algérie. »

La volonté de lutter pour la sauvegarde de la laïcité et contre la loi du 31 décembre 1959, a été affirmée avec force, avec une certaine solennité, peut-on même dire. Il est hors de doute que le problème fut au centre de tous les débats. « L'esprit » de cette lutte fut d'ailleurs précisé par Georges Lauré, secrétaire général de la F.E.N. : « Notre lutte n'est pas celle des « laïques » contre les catholiques », mais celle des « laïques », comprenant des catholiques, contre les cléricaux ». La campagne de pétition du C.N.A.L. sera amplifiée et le syndicat est prêt à répondre aux mots d'ordre qui suivront.

En ce qui concerne les problèmes de traitement et de conditions d'existence, pour lesquels aucun pourparler entre le gouvernement et les syndicats n'a pu aboutir, aucune des promesses faites depuis deux ans n'a été tenue, la lutte devra se durcir dans les mois qui viennent. Sur le plan de la fonction publique le S.N.E.T. réclame à nouveau un traitement de base (indice 100) de 288.000 F avec minimum de 45.000 F (sur la base des prix du 1^{er} novembre 1959) alors que le chiffre actuel est de 229.000 F.

Le déficit de plus en plus important dans le recrutement et l'augmentation des charges et des responsabilités des professeurs exigeraient des mesures immédiates en ce qui concerne la revalorisation des indices terminaux. Le Congrès s'est montré très exigeant à ce sujet et a envisagé des moyens de lutte que la F.E.N. devra étudier : grève administrative, grève des sujets et

des corrections d'examen, grève des heures supplémentaires, etc.

Dans l'ensemble et sur tous les problèmes importants le S.N.E.T. qui groupe, rappelons-le, la presque totalité des professeurs des collèges techniques et des E.N.P., a montré une unité et une résolution caractéristique.

Cependant, certains ont regretté un esprit de catégorie risquant de noyer les revendications essentielles dans des revendications particulières plus ou moins contradictoires. Ce mal qui est celui des syndicats dits « apolitiques » sera évité dans la mesure où le syndicat définira une « politique générale » par rapport aux grands problèmes posés à l'Enseignement technique et par rapport aux événements et aux structures qui « conditionnent » ces problèmes.

Ce congrès 1960 a montré que le S.N.E.T. en avait conscience.

Compléments à un discours

PENDANT la visite de M. K., et à l'occasion de chacun de ses discours, un journal du matin entreprenait de résumer ses propos et titrait : « Erreurs, Monsieur K ». Ne pourrait-on, à son instar, s'écrier après le discours du Général de Gaulle à Westminster, « Lacunes, mon Général ! »

Il paraît qu'ayant appris ce discours par cœur, son auteur a oublié, en le prononçant, tel ou tel passage qui figure en revanche dans le texte distribué à la presse. Il y a eu, de fait, d'autres « oublis ».

« Dans votre réussite, a-t-il dit aux Anglais, pour combien a compté la valeur de vos institutions ! Ici, devait probablement se placer la phrase suivante : « C'est qu'aussi l'Angleterre n'a pas connu le Césarisme et que ses institutions n'ont pas été détruites par quelque 18 Brumaire, 2 Décembre ou 13 Mai ».

« Dépourvus de textes constitutionnels minutieusement agencés, mais en vertu d'un irrécusable consentement général, a-t-il continué, trouvez-vous le moyen d'assurer, en chaque occasion, le bon rendement de la démocratie, sans encourir... l'excessive critique des ambitieux ». Ce qui, normalement, devait se compléter ainsi : « Ce n'est pas chez vous que le régime est villipendé et traité de « système » par un général qui, après l'avoir abattu, se trouve au sommet du pouvoir ».

« Qui donc, dit-il encore, et c'est plus beau que le reste, conteste chez vous la légitimité et l'autorité de l'Etat ? » Question qui devait se doubler de cette autre : « Qui donc, après que le pays eût eu à sa tête deux Présidents de la République légalement élus et demeurés populaires, qui donc a proclamé que depuis 20 ans, c'était lui qui représentait la légitimité ? »

Le Général a admiré cette démocratie qui n'encourait pas « le blâme sourcilieux des juristes » et à cet endroit du discours devait se placer sans doute la critique d'une démocratie où, en violation permanente de la loi sur la liberté de la presse, on saisit les journaux et ce qui est peut-être plus insensé encore les livres !

« Cette Angleterre qui se tient en ordre tout en pratiquant le respect de la liberté de tous, inspire confiance à la France » a dit le Général. Elle lui inspire envie aussi. Ce n'est pas en Angleterre qu'on a inventé l'euphémisme de « garde à vue » pour justifier la substitution de la police à la magistrature. Ce n'est pas en Angleterre que l'accusation répétée de tortures peut être formulée sans qu'une enquête publique et confiée à des personnalités échappant à tout soupçon de solidarité avec l'armée ou la police soit sérieusement entreprise.

En sortant de Westminster le Général a dû voir ces policemen qui sont, dans le peuple anglais, l'objet d'une considération respectueuse et confiante. A-t-il pensé alors à d'autres pays où la police est si redoutée que les gens se gardent d'avoir affaire à elle-même comme témoins ou comme plaignants ? où, au lieu d'inquiéter les criminels et de rassurer les honnêtes gens, elle rassure les tortionnaires et inquiète les citoyens ?

Il est bien vrai que l'oubli, tel la langue d'Esoppe, peut être la meilleure ou la pire des choses. Comme il est heureux pour la monarchie anglaise qu'elle ait oublié d'avoir une Constitution, a dit de Gaulle. Comme il est fâcheux pour la République française qu'elle ait oublié de se donner l'Habeas Corpus !

Sud-Aviation-Nantes :

UNITÉ OUVRIÈRE FACE AU LOCK-OUT PATRONAL

Les événements de l'usine Sud-Aviation de Bouguenais près de Nantes se préparaient depuis plusieurs semaines. Depuis le début mars en effet, il y avait une activité syndicale intense. Les ouvriers, les syndicats, notamment par un rapport au Préfet, avaient souligné le décalage entre, d'une part, l'augmentation des prix et l'évolution des salaires dans l'usine en question, et d'autre part, ces mêmes salaires comparés aux conditions de travail, aux perspectives ouvertes à Sud-Aviation par les récents accords, sur la fabrication des Caravelles. A partir du 11 mars des arrêts de travail avec information ont eu lieu à quatre reprises, jusqu'au 21. A cette date les mouvements s'amplifièrent. Le 1^{er} avril, un débrayage eut lieu de 10 h. à 10 h. 45, les ouvriers attendaient pour le lendemain la visite de représentants de la direction générale. Puis le bruit courut dans l'usine que la direction ne venait pas mais convoquait les délégués à Paris. A 13 h. 45, on apprenait que seulement neuf délégués seraient admis à cette délégation. Quelques minutes plus tard les travailleurs débrayaient pour exiger les douze délégués habituels et la possibilité qu'un permanent local se joigne à la délégation. Toute l'après-midi ce fut entre la Préfecture, la direction locale et les travailleurs, une continue navette de propositions. Il faut noter que les mouvements les semaines précédentes avaient été suivis dans d'excellentes conditions à au moins 85 à 90 %.

Les mains vides

Le 4 avril, un de nos camarades nantais nous écrivait : la délégation est revenue de Paris les mains vides. La direction n'a pas accepté de véritable discussion sur les salaires. Elle invoque le déficit de la société et elle s'abrite sur les salaires de la région.

Le même jour, les dirigeants syndicaux départementaux indiquaient que la direction se préparait certainement au lock-out. On pouvait dès lors observer le climat de répression, les C.R.S. proches de l'usine. Visiblement, dans cette affaire comme dans bien d'autres depuis quelques mois, les dirigeants patronaux jouaient à la guerre d'usure. Le vendredi 8 une nouvelle série d'actions devait avoir lieu mais le lendemain les cars qui amènent les ouvriers à l'usine n'étaient pas à leur point de départ et la presse apprenait aux ouvriers que la direction fermait les portes. Les ouvriers se rendirent alors au travail comme à l'habitude, pour trouver les portes closes et gardées. Immédiatement l'action et la solidarité s'organisèrent, d'une part, dans le département, d'autre part, sur l'ensemble des usines de Sud-Aviation. Le 11, les différentes démarches à la Préfecture sont restées sans résultat, mais les ouvriers de toute la métallurgie ont manifesté : le 12 ce sont les métallos de St-Nazaire qui ont débrayé par solidarité.

Il est visible que la direction de Sud-Aviation a voulu profiter de la situation générale en Loire-Atlantique pour maintenir une pression sur les salaires dans une de ses usines, pression qui pourrait ensuite lui servir de prétexte dans les autres. La direction de Sud-Aviation passe pour être techniquement des plus modernes. Moderne ou pas, néo-capitaliste ou pas, dès que la situation offre une possibilité de réduire la classe ouvrière, de lui ôter toute possibilité de discussion, cette occasion est immédiatement saisie : l'atavisme parle.

Pierre BELLEVILLE

BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

.....
.....
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

Signature :

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 8, rue Henner, Paris-9^e.)

De Gaulle l'indépendance et la Communauté

par Jean ROUS

L'ETUDE de base pour l'établissement du programme du Parti Socialiste Unifié, concernant la décolonisation et la Communauté, proclame : « Faute d'avoir respecté les principes démocratiques, l'Union Française a volé en éclats. Pour éviter le même sort, la Communauté est contrainte à une profonde réforme de structure basée sur la reconnaissance du droit de ses membres à l'indépendance. » Puis le texte affirme : « Le PSU entend promouvoir l'évolution la plus rapide possible de la Communauté vers une libre association de nations souveraines, membres de la zone franc à laquelle pourront adhérer le Cameroun et le Togo, ainsi que s'ils le désirent, la Guinée, la Tunisie, le Maroc et, demain, l'Algérie. »

Depuis que ces lignes ont été écrites, le statut de la Communauté, tel qu'il était fixé par la Constitution de 1958, a éclaté pour permettre l'indépendance de Madagascar et du Mali. Les critiques élevées par l'opposition tant sur le caractère étriqué des options imposées au referendum que concernant l'équivoque de certaines dispositions, se sont trouvées confirmées par l'évolution. Il est évident que si le général de Gaulle et les hommes du « système » issus du 13 mai avaient tenu compte de nos objections, la sécession de la Guinée aurait pu être évitée et la Communauté aurait revêtu, dès le début, le caractère d'une Confédération multinationale.

Mais il n'était pas dans la nature « du système » de prendre en considération les critiques de la démocratie. Le « système » n'était pas déterminé par les mêmes motifs que nous, mais par les intérêts d'un néo-impérialisme stratégique et économique préoccupé d'imposer le maximum de sa présence aux peuples d'Afrique. De sorte que s'il lui a failli céder et composer, c'est pour éviter la dislocation générale, et devant la marée montante des revendications africaines, exprimés hier par les Congrès

De gauche à droite : Modido Keita, président de la Fédération du Mali ; Michel Debré et Mamadou-Dia, vice-président de la Fédération du Mali.



de Tunis, et aujourd'hui par les Conférences d'Accra, de Konakry, par les réactions de l'opinion internationale, devant le racisme sud-africain et les essais nucléaires français au Sahara.

Après l'évolution vers l'indépendance du Mali et de Madagascar, le mois de mai verra sans doute les Etats du « Conseil de l'Entente », s'aligner plus ou moins nettement, sur le cours impétueux de l'Afrique. L'histoire marche ici à pas de géant et les « mollets » africains voient leur marge de combinaison de plus en plus s'amenuiser.

Que signifient aujourd'hui, dans leur organisation décidée en 1958 et aussitôt dépassée, le Sénat de la Communauté, la cour arbitrale, le secrétariat de la Communauté ? Selon quelles règles, dans quelles conditions, sous quel contrôle, l'aide économique financière technique est-elle organisée, que fait-on pour que cette aide revête les formes d'une véritable coopération ?

Au gré des rapports de forces dans la négociation, peut s'imposer telle ou telle formule. L'opposition de 1958 avait suggéré qu'au lieu de s'inspirer essentiellement de la technique de marchandise, la méthode pour instituer les nouveaux rapports participe des traditions démocratiques révolutionnaires et consiste en un grand congrès des peuples africains et français qui fonderait la fraternité nouvelle et consacrerait solennellement l'abolition du colonialisme et du racisme.

La méthode démocratique est finalement la plus réaliste. Elle n'exclut pas les pourparlers techniques. Encore faut-il pour l'appliquer être une démocratie, digne par son régime de servir d'exemple et selon l'expression consacrée de « modèle de développement »...

L'AFFAIRE AUDIN : un défi à la justice

PRES de trois ans se sont écoulés depuis la « disparition » de Maurice Audin. Depuis plus de trente mois, des précisions ont été publiées, de graves accusations portées, des présomptions de preuves — pour le moins — ont été avancées.

Mais la vérité, au lieu de se faire plus proche, semble au contraire chaque jour s'éloigner davantage. A Alger, l'enquête a piétiné, pour presque devenir inexistante. A Rennes des magistrats, sans doute courageux, se heurtent à des « difficultés » qu'ils ne peuvent résoudre. Et l'on assiste désormais à ce spectacle assez étonnant : des militaires, convoqués par un magistrat instructeur, n'ont pas le temps de se rendre à sa convocation. L'un est en permission, l'autre ailleurs, aux champs ou aux combats, on ne sait trop. Un autre encore refuse de répondre et demande à être inculpé. Mais ici, il ne s'agit pas de

l'exercice d'un droit naturel, mais d'une manœuvre permettant de désaisir la justice civile, au profit de la justice militaire.

Le lieutenant Charbonnier, désigné par tous comme l'assassin de Maurice Audin bénéficie d'une promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur.

Pour tenter de mettre un terme à la campagne menée pour que la vérité sur la mort de Maurice Audin soit connue une nouvelle machination se monte, que le Comité Audin dénonce en ces termes : « Les responsables de la mort d'Audin ne sont-ils pas en train de préparer, hors de tout contrôle, la découverte fortuite de son corps aux alentours de la frontière algéro-tunisienne, pour tenter d'accréditer la thèse de l'évasion ? Bien entendu le comité Audin met en garde l'opinion contre une telle découverte dont l'authenticité serait d'autant plus suspecte que certains officiers mis en cause dans cette affaire semblent en prévoir d'ores et déjà la prochaine éventualité. »

Sans doute, parce que dénoncée suffisamment tôt, la machination ne sera-t-elle pas exécutée. Mais l'on peut se demander si un autre but n'est pas cherché. Le lieutenant Charbonnier, envoyé en opération, a déjà été blessé deux fois. Une troisième blessure pourrait par exemple être mortelle. A court terme, cela mettrait fin à une action pénale. Il y a déjà des précédents. Alors « l'honneur de l'armée » serait sauf.

L. H.

Après les entretiens Khrouchtchev-De Gaulle

Il est certain que les entretiens entre Khrouchtchev et de Gaulle ont été aussi utiles, pour l'un et pour l'autre, que les conversations entre Khrouchtchev et Eisenhower l'avaient été pour le chef du Gouvernement soviétique et pour le président des Etats-Unis.

Mais la rencontre du Camp David a suivi de près la déclaration que M. Khrouchtchev avait faite à New-York, devant l'assemblée générale des Nations Unies. Cette déclaration avait produit un choc psychologique considérable puisque c'était la première fois que l'U.R.S.S. se prononçait en faveur du désarmement général immédiat et pour un désarmement contrôlé.

Par contre, les entretiens de Rambouillet ont été suivis de la décision de la Commission du Désarmement (qui siègeait depuis le 15 mars à Genève), d'ajourner ses travaux jusqu'au 7 juin, c'est-à-dire après la Conférence au Sommet.

En venant en France, N. Khrouchtchev devait bien savoir que le général de Gaulle ne peut pas sérieusement envisager un accord de désarmement, même partiel, aussi longtemps que la guerre continue en Algérie. Or, il est impuissant à y mettre fin.

Le Chef du Gouvernement Soviétique ne pouvait pas ignorer, non plus, qu'une entente sur l'interdiction des expériences nucléaires était inacceptable pour le Chef de l'Etat français, aussi longtemps qu'il caresserait son rêve de « grandeur », fondée sur la possession des bombes « A » et « H » et sur la création d'une « force de frappe ». Or, dans les conditions actuelles le général de Gaulle ne peut pas y renoncer sans se renier.

Enfin, le Président du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. n'espérait certainement pas obtenir du Président de la République française le moindre assentiment à une solution du problème allemand à laquelle serait opposé le Chancelier Adenauer. Or, plus que jamais celui-ci s'obstine dans une politique stérile et négative.

M. Khrouchtchev ne pouvait donc attendre rien de concret de ses entretiens avec de Gaulle. Il n'est donc pas étonnant que dans d'autres conditions et en présence de l'attitude intansi-

geante du délégué permanent de la France à la Commission du désarmement, le représentant soviétique ait reçu l'ordre d'accepter la proposition d'interrompre les travaux de Genève. Le problème du désarmement, ainsi que ceux de l'Allemagne et de Berlin, ne peuvent pas être discu-

par ORESTE ROSENFELD

tés utilement à un échelon inférieur. Le « Sommet » seul serait peut-être en état de fixer les grandes lignes d'une solution...

J'AI déjà exprimé, à plusieurs reprises, des regrets au sujet de la convocation si tardive de la Conférence au Sommet. Aussitôt après le voyage de Khrouchtchev aux Etats-Unis, le « climat » international était meilleur qu'il ne l'est aujourd'hui. Le chancelier Adenauer, profondément hostile à la détente, à tout fait pour le détériorer. Son incroyable initiative d'obtenir de l'Espagne des bases pour la Bundeswehr et l'aviation militaire allemande est à elle seule un redoutable acte de sabotage de toute politique de « coexistence pacifique » avec l'U.R.S.S. En retardant la Conférence au Sommet jusqu'en mai, le général de Gaulle a favorisé les manœuvres du Chancelier. En faisant exploser ses deux bombes nucléaires il n'a pas assaini la situation internationale non plus.

Aujourd'hui il faut se rendre à l'évidence. Comme l'a bien noté un observateur yougoslave très averti des questions internationales, un dialogue de sourd s'est engagé à Genève : le délégué soviétique propose le désarmement total, tandis que les représentants occidentaux parlent du contrôle total.

Le désarmement sans contrôle serait naturellement une duperie. Mais le contrôle sans désarmement serait une absurdité. Dans ces conditions

la discussion peut, en effet, s'éterniser, d'autant plus qu'avec les découvertes nouvelles personne ne peut plus définir exactement les impératifs auxquels devrait obéir un contrôle pour être efficace.

QUE peut-on attendre de la Conférence au Sommet, en dehors de simples échanges de vues, sanctionnés par un communiqué évasif ?

Il est illusoire d'espérer un accord général de désarmement, même progressif. La Conférence de Genève l'a rendu impossible.

Il n'est pas possible, non plus, d'arriver à la solution du problème allemand dans son ensemble, ou du problème de Berlin seul. La réunification de l'Allemagne n'est plus la condition préalable pour créer la détente entre l'Est et l'Ouest. C'est la détente qui peut seule rendre possible le règlement du problème allemand.

Comme la détente par le désarmement général et contrôlé s'avère impossible à l'heure présente, le seul pas en avant vers la consolidation de la paix serait le désengagement nucléaire et militaire d'une zone déterminée de l'Europe, un désengagement progressif et contrôlé.

Un accord de ce genre aurait déjà une valeur psychologique certaine. Le contrôle ainsi limité dans l'espace pourrait servir d'expérience. L'extension progressive de la zone de désengagement, en Europe — et peut-être aussi dans d'autres parties du monde — permettrait d'entrer dans la voie du désarmement général contrôlé.

Le plan de la social-démocratie allemande suggère des solutions concrètes intéressantes qui complètent utilement le plan Rapacki.

Si les « Quatre Grands » — auxquels il serait temps d'adjoindre la Chine populaire qui devient une puissance industrielle et militaire de première grandeur — se mettent d'accord sur cette modeste, très modeste solution, ils auront fait un premier pas décisif vers une véritable détente et vers le désarmement progressif, général et contrôlé.



CONTRASTE! Quelques jours après que M. « K » ait ral, souverain français, était reçu à Londres par Sa pays est censé baigner dans la grandeur la plus in pays » des centaines de milliers de serfs ce sont rassemblé manifester leur mécontentement. Un mécontentement qui était présent à la manifestation; il nous en rend compte

Le drame des paysans est connu. Dans Tribune du nous avons traité longuement. Aujourd'hui, nous publions le programme adopté par le congrès d'unification. Programme de 1960, il permettrait d'apporter les seules véritables sol

Partagés entre l'insuffisance prédominante du capital industriel et financier et le souci de ne pas mécontenter systématiquement les milieux ruraux, considérés comme une base sûre du maintien du régime, les gouvernements bourgeois qui se sont succédés en France ont tout fait pour retarder le développement de la paysannerie française de son retard technique, économique et culturel.

La distorsion entre le développement industriel et le développement agricole est à l'origine d'une série de déséquilibres financiers et économiques et d'un approfondissement accéléré de la paupérisation des campagnes.

Le Parti Socialiste Unifié, convaincu que le passage au socialisme dans notre pays ne pourra se réaliser sans que soit accomplie l'alliance de la classe ouvrière et d'une paysannerie aspirant au progrès, considère par ailleurs que la création en France d'une agriculture moderne est une condition indispensable de l'équilibre et du développement économiques.

Compte tenu du développement des techniques agronomiques, le Parti estime qu'il est possible en un laps de temps relativement court de transformer l'agriculture française et de la faire participer de façon rationnelle à la formation et à la répartition du revenu national, à condition que soient levés tout d'abord les obstacles principaux qui entravent une transformation dont les paysans, notamment les jeunes, comprennent de plus en plus la nécessité.

Ces obstacles principaux, inhérents au mode capitaliste de production et au maintien des structures pré-capitalistes à la campagne sont :

1° L'organisation actuelle des marchés agricoles qui place ceux-ci sous la dépendance exclusive du commerce de gros en ce qui concerne les secteurs non protégés (viande, fruits et légumes, produits laitiers) ou des gros agrariens solidairement organisés qui sont seuls en mesure de bénéficier du protectionnisme établi dans certains secteurs (céréales, cultures industrielles, viticulture);

2° La structure de la propriété foncière, responsable de la parcellisation du sol, de la non-rentabilité de centaines de milliers de petites exploitations, de l'insécurité des métayers et fermiers et de la difficulté d'installation des jeunes paysans;

TOURS à l'heure de la colère

(De notre correspondant) :

VINGT-CINQ MILLE ruraux réunis à Tours le jeudi 7 avril, des cars et des trains venus des sept départements voisins à l'occasion de la Journée Nationale, un défilé de trois quarts d'heure dans le centre de la ville, des forces de police considérables également (discrètes, il est vrai)... Pourquoi un déploiement aussi spectaculaire, pourquoi la campagne a-t-elle « bougé » ?

Éviter de mourir

IL NE S'AGIRA PAS, DANS DIX ANS, DE RESUSCITER LES MORTS, CE QU'IL FAUT, C'EST ÉVITER AUX VIVANTS DE MOURIR AUJOURD'HUI ! Cette phrase applaudie par les milliers d'auditeurs et prononcée par le président de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, COUREAU, traduit bien l'inquiétude des paysans qui voient leur pouvoir d'achat diminuer et leurs dettes augmenter de façon inquiétante. C'est pour ces raisons qu'ils réclament à cor et à cri l'indexation des prix de la campagne sur les prix industriels, voyant là une simple mesure d'égalité entre la ville et la campagne et un moyen de devenir comme le demandait une de leurs banderoles des « Français à part entière » et comme l'exprimait le secrétaire général de la F.D.S.E.A. de la Vienne, ICHER : « Le prix du blé ne cesse de baisser alors que celui du charbon est sans cesse croissant. »

Les paysans n'admettent pas non plus que l'on jasse pression sur leurs prix au moyen des fameuses importations de choc huées hier à Tours. C'est ce dont se faisait l'écho le président COUREAU en dénonçant les importations de vin du Maroc et les menaces d'importation de porc. Il ajoutait d'ailleurs que les pressions gouvernementales sur les prix agricoles étaient particulièrement injustifiées, allant jusqu'à mettre au défi ceux qu'il appelle les technocrates de réaliser dans une exploitation de leur

choix des prix de revient moins élevés que ceux pratiqués couramment par les agriculteurs français. Il résumait sa pensée par ces mots : « Les paysans sont à la veille de subir ce qui ne leur est jamais arrivé : faire faillite. »

Si nos vaches...

Mais à côté de ces revendications purement économiques il nous faut tâcher d'entrevoir le contenu politique et social de cette manifestation. En conversant avec un exploitant du canton de Neuville du Poitou, nous avons pu noter une fois de plus la rancœur traditionnelle vis-à-vis du fonctionnaire réputé plus favorisé et principalement de l'instituteur bénéficiant de longs mois de vacances.

Et puis, à travers des critiques souvent justifiées à l'égard de vieux routiers des III^e et IV^e Républiques ressuscités après le 13 mai, ces « permanents du Système qui risquent de devenir les permanents de la Nation », à travers la critique de ces mêmes parlementaires qui indexent leurs traitements sur celui des conseillers d'Etat, on voit trop souvent poindre le bout de l'oreille d'un poujadisme rural réservant ses plus chauds applaudissements aux propos les plus démagogiques. Au-delà de l'égalité réprobation d'une république trop faible (la IV^e) et d'une république trop ferme (la V^e), on en arrive à un antiparlementarisme systématique, voire, à un refus de la démocratie et à un culte du Chef, en tous les cas, à une désaffection pour la politique. Une banderole portée triomphalement et un fait choisi parmi bien d'autres nous semble illustrer cet état d'esprit. La première : « Si nos vaches raisonnaient comme les politiciens, nous ne les mènerions plus au taureau... » Le second : la foule qui s'était prononcée pour le « Non à Debré et le oui à Coureau » fut appelée à ovationner chaleureusement le Coureau en question qui se tenait debout sur un tracteur agricole après avoir déposé une gerbe au monument aux morts de la ville de Tours.

Et pourtant tout n'est pas négatif, bien loin de là,

dans ces manifestations paysannes. Il semble que de telles actions en commun développent un certain sens du syndicalisme chez les ruraux, notion qui devait être à peu près inexistante il n'y a pas si longtemps. C'est probablement grâce à la naissance d'un véritable syndicalisme agricole que l'on verra disparaître l'antagonisme du paysan à l'égard de l'ouvrier de la ville. Déjà jeudi, à Tours, une pancarte, certes bien discrète, proclamait la fraternité dans la misère entre ruraux et ouvriers en s'exprimant ainsi : « Une politique de grandeur avec l'argent et le travail des ouvriers et des paysans ».

« Nous sommes jeunes »

Enfin, il y a les jeunes agriculteurs, ceux qui disaient : « Nous ne voulons pas voir vieillies avant l'âge nos sœurs et nos femmes comme le sont nos mères, par un travail excessif. » M. MOUCHEL, porte-parole du Cercle des Jeunes Agriculteurs, appela de ses vœux un véritable remembrement et la possibilité d'un équipement technique et scientifique grâce à des crédits à long terme et à une vulgarisation dans l'enseignement agricole jointe à une formation générale plus poussée et à une possibilité réelle d'orientation professionnelle. Il demanda également la mise au point d'une sécurité sociale agricole efficace couvrant au maximum tous les risques. Ce n'est que grâce à de telles mesures que, selon lui, on empêchera s'il n'est déjà trop tard la prolétarianisation des campagnes. « Nous sommes jeunes et nous voulons construire pour l'avenir », s'écria-t-il, résumant à la fois craintes et espoirs des jeunes paysans.

C'est là aussi ce qui nous fait espérer une possibilité de rénovation des campagnes par le socialisme malgré les préjugés de beaucoup, malgré l'individualisme traditionnel et malgré ce libéralisme-remède-universel prôné par les dirigeants d'un certain syndicalisme rural.

AME : la paysannerie 60

ait repris la route de Moscou, et tandis que le Général par Sa Gracieuse Majesté, c'est-à-dire au moment où le plus indiscutable, voilà que dans ce « cher et vieux rassemblement dans toutes les grandes villes de France, pour tant qui tourne à la colère. Notre correspondant de Tours compte.

du Peuple et dans Tribune du Socialisme, nous en ons le programme agricole du Parti Socialiste Unifié, Programme sans démagogie, adapté à la situation bles solutions au drame des paysans.

3° L'organisation du crédit agricole, basé sur le maintien et la protection des situations acquises et non sur les exigences du développement de la capacité productive des exploitations agricoles;

4° Le sous-développement économique de base de la majeure partie des régions rurales;

5° Le fait que la paysannerie ne bénéficie pratiquement pas des mesures de protection sociale généralisées dans les autres secteurs (sécurité sociale, retraite, etc.).

6° L'insuffisance criante de l'enseignement et des institutions culturelles qui prive les jeunes ruraux d'une formation générale comparable à celle des jeunes gens des villes, qui n'assure par leur formation et ne permet pas à la main-d'œuvre excédentaire de s'orienter vers d'autres métiers;

7° L'insuffisance particulièrement grave de la vulgarisation agricole dont témoignent le nombre des conseillers agricoles beaucoup plus faible en France que dans les pays où l'agriculture est la plus évoluée.

— 0 —

Le Parti constate l'évolution de la jeune paysannerie française qui commence à aborder avec réalisme et avec le sens de ses responsabilités, les problèmes de son intégration à la vie moderne. Il se félicite de cette prise de conscience qui se traduit par le développement de la production sous toutes ses formes (coopératives d'achat, de production, de travail, de transformation et de commercialisation, centres d'études des techniques agricoles) et du syndicalisme agricole, amène les jeunes paysans à rejoindre dans la pratique le mouvement socialiste et à mettre en question les structures capitalistes elles-mêmes. Le Parti considère en effet que paysans et producteurs sont seuls en mesure de découvrir et de faire fonctionner les institutions et les formes d'organisation de nature socialiste à la campagne.

La paysannerie n'est pas une classe homogène. Les propriétaires fonciers et les gros agriculteurs capitalistes, comme les notables locaux non-agriculteurs, monopolisent la représentation de la paysannerie en promouvant une politique de protectionnisme agricole qui masque les contradictions réelles découlant du statut archaïque de la propriété tout en leur assurant une large marge différentielle ou de substantiels profits parasitaires. Le Parti considère que reprendre à son compte toutes les revendications de la paysannerie, y compris les plus réactionnaires et les plus anti-économiques, ne favorise pas la libération des paysans, mais au contraire contribue à les placer davantage sous l'influence des éléments agrariens et capitalistes.

Le Parti considère qu'il ne peut être question de subordonner la prise de conscience par la paysannerie des avantages de modes socialistes de production et d'échange, à des objectifs tactiques momentanés. Le programme immédiat du Parti doit donc découler de son programme à long terme et en apparaître comme un élément de réalisation.

Dans le cadre du Plan

Doit s'articuler :

— un plan général de mise en valeur rationnelle du sol français partie intégrante du plan de développement, moyen le plus efficace pour permettre aux ruraux d'accéder à la sécurité matérielle et au standard de vie correspondant au développement des forces productives (vacances, réduction de la semaine de travail, confort ménager, participation à la vie culturelle, accès aux produits de consommation de demi-luxe). Ce plan, conçu avec la participation des producteurs agricoles (exploitants et salariés) doit avoir notamment pour but :

— l'orientation et la spécialisation des cultures en fonction des débouchés nationaux et étrangers;

— la mise en valeur des régions agricoles sous-développées;

— le développement des méthodes modernes de culture, de traitement et de conservation des produits;

— l'élévation de la productivité de la terre et du travail en agriculture.

En relation avec le plan agricole et en fonction des indications données par lui, le plan général de développement devra faire place à une promotion des industries livrant ses biens d'équipement à l'agriculture et à une décentralisation de certaines de ses industries dans les régions utilisatrices. Ce n'est pas l'industrie de la machine agricole ou des engrais qui doit déterminer l'orientation du développement économique en agriculture (comme c'est le cas à l'heure actuelle), mais les besoins d'une agriculture évoluée qui doivent déterminer la production des biens d'équipement agricole.

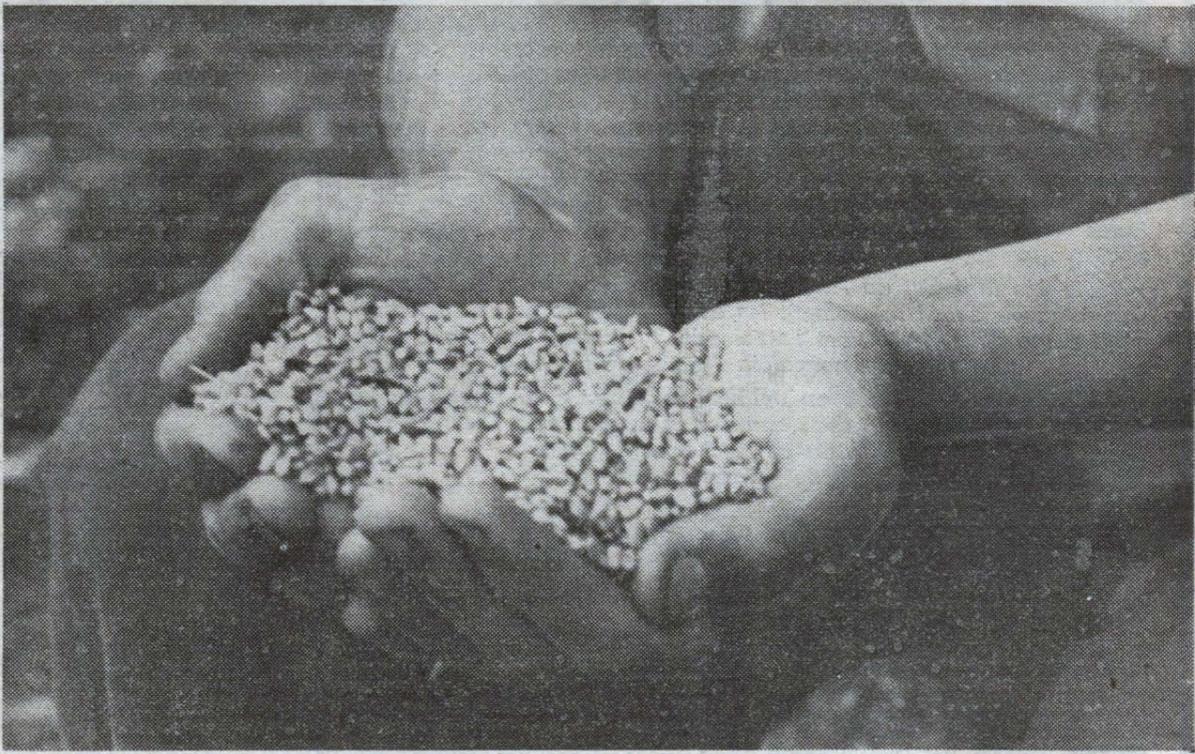
Enfin le Plan doit prévoir et permettre la construction d'industries de transformation aux environs des centres de production. Ces diverses mesures auront pour effet de contribuer à la réalisation du plein emploi dans les campagnes en utilisant sur place dans le secteur industriel la main-d'œuvre rendue excédentaire par le développement du progrès technique en agriculture. Les autres mesures de décentralisation industrielle devront bien entendu contribuer au même objet.

L'organisation du circuit de distribution

La réorganisation du système des prix et de la distribution doit assurer la réalisation des objectifs économiques et sociaux fixés par le plan.

Les principaux produits agricoles (viande, produits laitiers, cultures industrielles, céréales, etc.), devront faire l'objet de prix garantis indexés sur les prix industriels concourant à leur formation. Ces prix garantis ont pour objet de permettre aux paysans producteurs le développement rationnel de leurs exploitations. Ils seront fixés après consultation des organisations représentatives de l'agriculture en tenant compte des objectifs du plan et du progrès technique en agriculture. En aucun cas, en effet, les prix garantis ne doivent avoir pour effet de favoriser les productions excédentaires ou irrationnelles ni de subventionner des méthodes de culture périmées.

La réorganisation du circuit de distribution doit permettre à la fois de revaloriser les produits agricoles à la production, d'améliorer la qualité des produits vendus, de garantir la stabilité des marchés, notamment en ce qui concerne les denrées périssables et d'abaisser les prix de vente au détail. Les intermédiaires privés du circuit commercial de gros devront progressivement être éliminés par la généralisation des marchés-gares expéditeurs et réceptionnaires, pourvus des installations modernes de stockage, de réfrigération et de préparation des



Ces mains-là peuvent aussi se fermer...

produits, placés sous la gestion des organisations coopératives de producteurs, des groupements d'achat de détaillants et des représentants des consommateurs (collectivités locales, syndicats ouvriers, coopératives de consommateurs).

Le principe du système de distribution doit être basé sur la possibilité pour le producteur de contrôler le plus loin possible la distribution de son produit. Les mêmes marchés-gares assureront la coordination des prix régionaux et la régularisation des échanges internationaux.

Structure de la propriété foncière

Dans toutes les régions où la répartition du sol empêche une exploitation économique rationnelle de la terre, des sociétés d'intervention foncière seront constituées par les paysans-producteurs à l'exclusion des propriétaires dont le travail de la terre ne représente pas le revenu principal, le principe de la création de ces sociétés étant décidé territorialement par les collectivités départementales. Le rôle de ces sociétés sera :

1° de prendre en gestion — soit sous forme de rachat, soit sous forme de location — les terres cultivables non exploitées par des producteurs directs.

Les propriétaires non exploitants devront, au moyen des mesures fiscales appropriées, être mis en demeure de céder leurs terres ou d'en assurer l'exploitation personnelle. Les terres ainsi récupérées seront données en gestion, moyennant un loyer annuel correspondant au prix de rachat ou de location, aux paysans-producteurs individuels ou associés de façon à ce que chaque exploitation agricole dispose de la superficie correspondant aux exigences minima de la productivité technique;

2° d'assurer dans les plus brefs délais le remembrement à l'amiable de toutes les terres entre les paysans producteurs en introduisant dans l'organisation de ce remembrement — en liaison avec la C.E.T.A. et les conseillers agricoles — la notion de la spécialisation des exploitations.

L'utilisation des moyens matériels de production

L'utilisation des moyens matériels de production devra être facilitée par les mesures suivantes :

1° les détaxations qui ne devront pas être automatiques mais réservées à ceux qui sont à même d'assurer une utilisation rationnelle d'un matériel adapté à leurs besoins, en particulier aux coopératives d'utilisation du matériel agricole et aux coopératives d'achat;

2° création sous l'égide des collecti-

vités locales et des organisations agricoles de services d'entretien et de réparation du matériel agricole;

3° réorganisation du crédit agricole dont les prêts devront être accordés en tenant compte de la compétence des exploitations et de la valeur de leurs programmes d'investissement;

4° encouragements en faveur des coopératives de travail et de production.

L'accès au progrès technique

L'accès au progrès technique devra être facilité :

1° en tout premier lieu par une organisation de la vulgarisation agricole comportant la formation rapide d'un nombre de conseillers agricoles très supérieur au chiffre actuel : 1 pour 1.500 exploitants, se rapprochant du chiffre de 1 pour 150 exploitants, qui a permis au Danemark d'avoir une agriculture deux fois plus productive que l'agriculture française;

2° par l'organisation, dans le cadre de l'Education Nationale et avec la collaboration des organisations professionnelles, d'un véritable enseignement agricole comportant :

a) le développement des écoles d'agriculture et l'élargissement du système des bourses;

b) la réforme des programmes scolaires pour y faire place à l'enseignement des données agronomiques de base;

c) l'introduction de l'orientation professionnelle agricole dans les classes scolaires terminales;

3° par un aménagement de l'enseignement général qui permette aux enfants des campagnes de ne pas être défavorisés par rapport aux enfants des villes; organisation du ramassage d'élèves, extension des centres d'orientation et de formation professionnelle industrielles dans les régions rurales;

4° par l'encouragement donné aux centres d'études techniques agricoles (C.E.T.A.), aux centres de gestion, de comptabilité agricole;

5° par le développement de la recherche agronomique et notamment des stations expérimentales;

6° par le développement des institutions culturelles dans les campagnes, foyers ruraux, maisons de jeunes et de la culture, etc.

Les avantages sociaux

Les avantages sociaux acquis par les autres catégories devront être étendus aux paysans (sécurité sociale, allocations familiales et logement, retraite, celle-ci pouvant être liée à la cessation de l'exploitation par le retraité), et les salaires des ouvriers agricoles devront s'établir au niveau des salaires industriels de même qualification.

ATTENDU QUE...

Nos camarades Louis GUÉRY et Louis HOUEVILLE acquittés par la 17^e Chambre Correctionnelle

Le 14 mars, nos camarades Louis Guery et Louis Houdeville comparaissent devant la 17^e Chambre correctionnelle pour y répondre d'une triple inculpation de « provocation de militaires à la désobéissance », pour des articles parus en janvier, en février et en mai 1959 dans Tribune du Peuple.

Mais dès le début de l'audience, le Procureur de la République faisait savoir qu'il abandonnait les deux autres poursuites pour ne retenir que celle concernant l'article du 3 janvier « Pour avoir dit non à la guerre, ils commenceront l'année de prison ».

L'affaire avait été mise en délibéré, et c'est le 28 mars que le jugement qui relaxe nos deux camarades a été rendu. C'est là une victoire dont tous nos lecteurs se féliciteront.

Voici d'ailleurs un extrait du jugement :

« Attendu que Guery et Houdeville sont prévenus de provocation de militaires à la désobéissance, et complicité pour avoir le premier publié, le second rédigé un article intitulé « Pour avoir dit non à la guerre, ils commenceront l'année en prison », qui a paru dans le n° en date du 3 janvier 1959 de l'hebdomadaire Tribune du Peuple;

« Attendu que dans cet article qui contient de violentes attaques contre le Gouvernement, la prévention relève certains passages qui constitueraient d'après elle des provocations de militaires à la désobéissance;

« Qu'analysant dans les passages incriminés les raisons qui ont conduit nombre de militaires à refuser de porter les armes en Algérie, Houdeville leur trouve en effet des justifications dans le ton ressemble parfois à celui d'un éloge;

« Mais attendu qu'on ne saurait pour tant dans cette argumentation à caractère nettement défensif trouver

l'exaltation ou la glorification du refus d'obéissance;

« Que l'auteur prend même soin à plusieurs reprises de souligner qu'il se propose de mettre en évidence la bonne foi des militaires en question, abstraction faite de la valeur intrinsèque de l'acte qui a motivé leur condamnation;

« Que dans cet ordre d'idées, il écrit notamment : « Même pour ceux qui contestent le bien fondé de leur protestation, personne ne considère ces jeunes comme des malfaiteurs... D'accord ou non avec leur geste, qu'importe, ce qui importe, c'est que ces hommes sont la voix d'une conscience... »

« PAR CES MOTIFS,

« Relaxe Guery et Houdeville des fins de la poursuite, sans dépens; Met hors de cause la Sté Editions du Monde Ouvrier ».

Victoire en Haute-Vienne

Le Congrès du Parti Socialiste Autonome avait rendu hommage, à Alfortville, au Docteur Brau, vainqueur de la réaction lors de l'élection au Conseil général, dans le canton de la Ferté-sous-Jouarre, en Seine-et-Marne. Une semaine plus tard, une autre victoire de la gauche unifiée venait concrétiser la volonté de la popula-

tion à un scrutin clair et honnêtement présenté.

Le Docteur Madoumier, qui avait pris l'étiquette d'Union Républicaine, était ouvertement le candidat du Parti Socialiste Unifié et du P.C., dans le canton d'Aixe-sur-Vienne, en Haute-Vienne.

Après être arrivé largement en tête au premier tour: 2.082 voix contre 1.662 au candidat S.F.I.O. et 854 à l'Indépendant paysan, Madoumier triompha au second tour devant le S.F.I.O. resté seul candidat de la droite cléricale, laquelle lui apporta les voix des Indépendants paysans (le M.R.P., quant à lui, avait dès le premier tour, bloqué ses voix sur la S.F.I.O.).

Longtemps, la Haute-Vienne fut un fief socialiste. Le Parti Communiste réussit un moment à déboulonner la S.F.I.O. tandis que l'Eglise, très militante, appuyait fortement le M.R.P., après la Libération. Les socialistes molletistes de Haute-Vienne n'eurent alors qu'une seule politique: l'anticommunisme.

Il faut avoir la candeur de l'ineffable sénateur — et secrétaire fédéral S.F.I.O. — Georges Lamousse, pour s'étonner que l'on puisse en vouloir à sa Fédération — au travers de sa modeste personne, dit-il sans sourire — parce qu'elle « a pris une attitude résolument anticommuniste ». Que ne dit-il pas uniquement au lieu de résoudre.

Car, en fait, c'est bien la seule politique molletiste suivie en Haute-Vienne. La Fédération S.F.I.O. préfère s'allier à la réaction cléricale et égoïste et au conservatisme borné par haine du Parti Communiste.

Les électeurs ne se contentent plus de cette politique stupide et négative, non plus des compromissions honteuses. Ils viennent de le signifier aux portes de Limoges, dans un département considéré jusqu'à présent comme une citadelle S.F.I.O.

Le P.S.U. sera toujours contre la confusion, l'égoïsme et l'obscurantisme, n'en déplaise à M. Guy Mollet — à Arras ou à Aixe-sur-Vienne — nous ne serons jamais les alliés de la droite réactionnaire et cléricale.

APRÈS RÉGGANE

A la suite de l'explosion de Reggane, le P.S.A. avait, le 1^{er} avril, élevé une protestation contre « l'orientation donnée par la Ve République à la politique nucléaire de la France » et dénoncé les dangers de cette politique, « qui impose au pays, en pure perte, de très lourdes dépenses ».

D'autre part, toujours à la suite de cette expérience, on déclarait dans les milieux socialistes allemands :

« On peut craindre que cette deuxième explosion augmente dans de nombreux Etats Africains l'opposition à la France. Cette réaction peut s'étendre aussi à certains Etats européens ».

« Les alliés occidentaux de la France exigeront des garanties assurant que la bombe A française ne puisse pas être mise à la disposition de l'armée de la République fédérale ».

« L'opposition allemande déplore que l'extension du « club atomique » vienne compliquer les efforts en vue du désarmement. »

—oO—

● Un week-end culturel aura lieu les 23 et 24 avril à Mortcerf (Seine-et-Marne) sur le thème « Initiation au cinéma ». Pour tous renseignements écrire à Michel Daliez, 39, rue Sedaine, Paris-11^e.

● Le centre de formation culturelle et sociale de Paris-Rive Gauche organise sa prochaine séance le mardi 19 avril à 20 h. 30 au studio du Val-de-Grâce, 30, rue Henri-Barbusse. Au programme: « Le point du jour », de Louis-Daquin.

VIE DU PARTI

● Le groupe P.S.U. des avocats du Barreau de Paris (qui compte 50 membres) demande aux camarades de province de faire connaître leurs noms et adresse au siège du Parti.

● Bas-Rhin. — A l'Aubette s'est tenu un grand meeting qui avait pour thème: « Négociation en vue d'un cessez-le-feu en Algérie ». Cette réunion fut un succès bien que des saboteurs aient écrasé sous les chaises des ampoules de gaz lacrymogène.

● Section locale de Dôle. — Le 30 mars, à l'appel du comité local pour la paix en Algérie, le parti a contribué à la préparation d'un meeting d'union qui réunit plus de 600 personnes, dont les représentants des syndicats C.G.T., C.F.T.C., F.E.N. du P.C. et de Libre-Pensée. Notre camarade Dechezelles a notamment insisté sur la nécessité d'une union.

● Un groupe de professeurs du Lycée de garçons de Cambrai a adressé une pétition au Président de la République, exprimant notamment leur volonté de voir la paix rétablie en Algérie au moyen de négociations assurant aux Algériens un « choix libre, digne d'une démocratie ».

● Aux travailleurs de nuit. — Nombre de camarades sont dans l'impossibilité d'aller le soir à des réunions de sections. A leur intention, la Fédération de la Seine du P.S.U. rappelle que la 21^e section tient ses réunions dans la journée.

Les camarades sont invités à venir à la permanence les 1^{er} et 3^e mercredis du mois de 15 à 17 heures, 8, rue Henner, Paris-9^e. En cas d'empêchement, écrire, ou téléphoner: TRI. 28-48.

Nos lecteurs ont la parole

Le PCF, Parti du scrupule gaulliste

« Jeudi dernier, séance d'organisation d'une « Fête Premier Mai »: ce sera la deuxième due à l'initiative d'un Comité culturel né d'une liste municipale « au service des classes laborieuses », laquelle avait obtenu, dans une commune résidentielle, 20 % des suffrages.

« Parmi les éléments du décor fera-t-on figurer deux excellentes caricatures de Mon général, dues au crayon d'un dessinateur-projeteur, membre du comité? »

« Objection d'une communiste: « Il ne faut peut-être pas y aller trop fort, pour la critique, — puisque de Gaulle a reçu Khrouchchev... »

« ...De là à contresigner les affiches « Vive de Gaulle, champion de la liberté et de la paix »... »

« ...Puisque Khrouchchev a dit — n'est-il pas vrai? — à Dijon: « Vous voulez la paix? Ecoutez de Gaulle... »

« Khrouchchev ajuste le tir du combat pour la paix compte tenu de sa position de socialiste d'U.R.S.S. ...sans se régler sur la situation particulière du socialisme en France: guerre coloniale, pouvoir personnel... ni des incidences sur la situation du socialisme en France, de déclarations qu'il vient de faire... »

« Si seulement nos communistes français avaient assez de sens politique pour agir comme « K » agirait à leur place :

réglant leurs batteries compte tenu de la situation en France — sans s'inquiéter de renflouer la position d'une U.R.S.S. assez grande fille au demeurant pour se passer de l'utopique appui du suivisme P.C.F.

« Socialisme mondial: solidarité, mais aussi autonomie relative de la politique des partis frères... les méfaits du pro-stalinisme béat du parti de Thorez ont-ils eu pour effet la correction de l'erreur qui consiste à ignorer cette nécessaire dialectique? De Gaulle a escompté que le P.C.F. n'aura rien appris — et il a supputé, en amenant « K » à des concessions diplomatiques, qu'il neutraliserait du même coup la combativité du communisme français.

« Hélas, son calcul était juste.

« Et voilà notre raison d'être, voilà notre place à tenir: une action sociale autonome, repensée, dans chaque conjoncture, en elle-même; jamais anti-communiste, mais jamais servilement pro-soviétique.

« Et notamment le combat contre la politique algérienne d'un gouvernement qui se contente d'amadouer à coups de mirilton et à coups de dragées, les aboyeurs du 24 janvier; le combat contre le règne de la technocratie ou de l'arbitraire; un combat sans merci, mené par des combattants sans entraves, voilà notre parti! »

Hélène BOUGOUIN,
Section Rouen-Rive droite.

NOTE

aux Secrétares fédéraux

● Dans une circulaire, le Bureau National attire l'attention des secrétaires fédéraux sur la nécessité de faire connaître, avant le 28 avril la liste des responsables fédéraux. Le courrier doit être adressé au siège national du P.S.U., 8, rue Henner, Paris-9^e.

● Toutes les commandes de matériel de trésorerie, qui sera du matériel P.S.U., doivent être adressées au trésorier national Maurice Klein, 37, rue de Trévise, Paris-9^e. Les règlements versés au C.C.P. n° 4435-35 Paris.

● Pour les timbres de validation (UGS et TC), suivre les indications de la circulaire n° 1 du 6 avril 1960.

● Une affiche est, dès maintenant, à la disposition des Fédérations. Il est extrêmement important de profiter sitôt que possible, du grand courant d'intérêt provoqué par la création du P.S.U.

Cette affiche est donnée — gratuitement — aux fédérations. Mais nous n'avons procédé qu'à un premier tirage, forcément limité, c'est pourquoi nous demandons aux fédérations de ne passer commande que de ce qu'elles pourront effectivement utiliser dans l'immédiat.

Parallèlement aux affichages, envoyez des communiqués aux journaux locaux portant à la connaissance des lecteurs la création des sections du P.S.U. et les buts essentiels du Parti. Informez l'opinion publique de la naissance du journal du PSU: Tribune Socialiste.

● Enfin, faites parvenir au journal le maximum d'informations sur vos activités locales: réunions, meetings, adresses des sièges et responsables de sections, etc., si vous désirez la publication dans le journal.

Directeur-Gérant: Roger CERAT

Imprimerie René Boulanger
60, rue René-Boulanger, PARIS-10^e

— Travail exécuté —
par des ouvriers syndiqués.

Abonnez-vous à Tribune socialiste

TRIBUNE SOCIALISTE
Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Rédaction: 8, rue Henner, Paris-9^e.
Tél.: TRI. 28-48 et 88-97

Administration: 54, boul. Garibaldi Paris (15^e). Tél. SUF. 19-20 - 19-21.
Versements à Tribune Socialiste:
C.C.P. 58-26-65

54, boul. Garibaldi, Paris (15^e)
L'exemplaire: 0,40 NF

Abonnement de soutien .. 30 NF
» 1 an 19 »
» 6 mois 10 »
» 3 mois 5 »
Etranger, 1 an 30 »
Par avion: Europe et Afrique du Nord 50 »
Par avion: autres pays.. 85 »

Pour tout changement d'adresse envoyer 0,50 NF en timbres-poste et la dernière bande.

TRIBUNE SOCIALISTE est née en remplacement de « Tribune du Peuple », de « Tribune du Socialisme » et de « Tribune du Communisme », et sera évidemment servi aux anciens abonnés de ces organes.

Chaque semaine vous trouverez dans « Tribune Socialiste » l'analyse de l'actualité politique, économique et sociale, les positions et l'action du parti.

Sans plus tarder, abonnez-vous. Aidez-nous en faisant connaître « Tribune Socialiste » autour de vous. Envoyez-nous des listes d'adresses.

Le succès de « Tribune Socialiste » est entre vos mains !

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

PSU Ce qu'ils en pensent...

Donc, le P.S.U. est né. Comme autour de tous les berceaux du monde, les têtes se penchent et s'efforcent de percer le mystère des destinées du nouveau-né. Il y a des « comme il est chétif ! » et des « il ira loin, vous verrez... » Des bonnes et des mauvaises fées... Quoi qu'il en soit, la presse parisienne n'a pas manqué de jouer les augures. Que les journaux soient « pour » ou qu'ils soient « contre », le P.S.U. ne les laisse pas indifférents. Ce qui a au moins l'avantage de nous reconnaître une certaine importance politique. On ne s'intéresse pas à ceux qui ne représentent rien, c'est connu. Tribune Socialiste, dans cette revue de presse, vous présente les vœux plus ou moins sincères, les constatations plus ou moins hypocrites des uns et des autres. A vous de juger...

Le Figaro

Après avoir cité la composition du Comité politique national et défini les objectifs du P.S.U., *Le Figaro* continue :

« On note l'absence, dans les organismes directeurs du nouveau parti, de M. Pierre Mendès-France, dont M. Depreux nous dira tout à l'heure qu'il n'a pu venir par suite de fatigue physique et morale, mais que s'il a fait des réserves sur les conditions de l'unité du P.S.U., il se réjouissait de cette unité opérée sur les bases du socialisme. »

Puis *Le Figaro* reprend les principes exposés par les responsables du P.S.U. et conclut triomphalement : « Autrement dit, pas d'exclusive contre l'extrême-gauche ! »

L'Humanité

C'est exactement le contraire qui est affirmé par *L'Humanité*, qui commence par regretter que « quelques renégats du Parti Communiste Français » aient cru bon de rejoindre le P.S.U. Il s'agit bien entendu de nos camarades de *Tribune du Communisme* qui, pour les dirigeants thoreziens, ne peuvent être que des traîtres à partir du moment où ils ont condamné le stalinisme auquel le P.C. français reste tant attaché. *L'Humanité* poursuit :

« L'événement a été salué par les congressistes sans enthousiasme excessif. Il est vrai que les congrès du P.S.A. et de l'U.G.S., qui s'étaient déroulés vendredi et samedi respectivement à Alfortville et à Paris n'avaient pas suffi à aplanir toutes les divergences opposant les uns et les autres. »

Enfin *L'Humanité* regrette (mais y a-t-il pire sourd que celui qui ne veut pas entendre ?) que le P.C. soit tenu à l'écart :

« Comment ne pas souligner qu'il n'a pas été dit un seul mot hier sur la question de l'unité de la classe ouvrière, sur ce que serait l'attitude du P.S.U. à l'égard du Parti Communiste ? »

« L'appel du Parti » adopté par les congressistes dénonce le pouvoir personnel, évoque la nécessité d'en finir d'abord avec la guerre d'Algérie, de défendre la laïcité, de lutter pour le désarmement, de préparer l'instauration du socialisme.

« Mais « avec qui ? », demandons-nous après Depreux. Le P.S.U., sur ce point, n'a pas répondu. On le regrettera d'autant plus que la question de l'union des forces démocratiques n'a jamais été aussi urgente pour rénover la démocratie. »

A croire que le reporter de *L'Humanité* à Issy-les-Moulineaux s'est bouché les oreilles pendant les discours de Poperen, Martinet et Depreux qui ont pourtant longuement abordé ce problème de l'unité.

Libération

Libération a établi un « acte de naissance » très détaillé du P.S.U. citant dans son compte rendu les principales interventions de nos camarades Martinet, Poperen et Depreux. *Libération* met surtout l'accent sur le fait que « la restauration

de la démocratie est l'affirmation de formes démocratiques nouvelles » et que le P.S.U. appelle les travailleurs à construire la VI^e République ». *Libération* a d'ailleurs repris en titre, sur 4 colonnes, cet appel aux travailleurs.

Le Monde

Maurice Duverger a écrit, sous le titre « Les maladies infantiles du nouveau socialisme », un article particulièrement intéressant, dans lequel il analyse la position du P.S.U. par rapport aux structures politiques actuelles :

« Le parti socialiste unifié n'est encore qu'une petite organisation. Mais sa faiblesse actuelle ne doit pas faire oublier sa force potentielle. Il marque une étape dans le développement de la nouvelle gauche, dont il pourra peut-être supprimer la contradiction entre les succès d'opinion publique et les insuccès électoraux. Les journaux de cette tendance ont un public de plus en plus large. »

(...) Pour l'instant la préoccupation du nouveau parti est visiblement d'achever cette unification. Ses statuts et son programme sont orientés en ce sens ; ils sont tournés vers la liquidation du passé plutôt que vers la préparation de l'avenir ! ils manifestent une « introversion » très marquée. C'est probablement nécessaire dans une première phase : il faut d'abord que le parti ait une base de militants solide et homogène, un noyau dur autour duquel pourraient s'agglomérer les nouveaux venus. Mais cette phase ne saurait se prolonger sans péril : le P.S.U. ne réussira que s'il s'ouvre à des milliers et des milliers d'adhérents neufs, qui se soucieront peu des problèmes internes qui préoccupent ses militants actuels.

Pour Maurice Duverger, qui décidément semble avoir quelque difficulté à concevoir autre chose que le cadre parlementaire classique, le développement normal ne se fera pas par « le retour à l'opposition droite-gauche, mais plutôt par le renforcement de la gauche à l'intérieur de la coalition du centre. »

Cette « alternative à gauche », le P.S.U. doit chercher à la rétablir « à la fois par son développement propre, et par la mise au point d'un type nouveau de coexistence avec le parti communiste. Mais il ne doit pas oublier qu'il devra un jour, par la force des choses, collaborer avec la S.F.I.O., et même avec les autres partis du centre. Autant que de l'introversion, il doit se méfier du gauchisme. »

Paris-Presse

Après avoir analysé les conditions de « l'enfantement » et la composition du Bureau, *Paris-Presse*, affirmant que « les socialistes unifiés ont déjà leur droite et leur gauche », en vient à voir l'influence que peut avoir le P.S.U., notamment sur la S.F.I.O. :

« (La S.F.I.O.) est attaquée jusque dans ses forteresses les plus puissantes, par exemple en Haute-Vienne, où un candidat d'Union des Gauches (communistes compris) a réussi à se placer en tête au premier tour de



l'élection cantonale d'Aixe-sur-Vienne. L'Union des Gauches avait déjà marqué un point, rappelons-le, en Seine-et-Marne, voici huit jours. »

Carrefour

« Le P.S.U. entend se situer entre la S.F.I.O. et les communistes. Mais personne ne s'y trompe : c'est à la S.F.I.O. qu'il entend disputer une clientèle, car il ne gagnera rien sur les amis de M. Thorez (...). Au P.S.U. on spéculé sur l'antigauchisme et la surenchère (...). Il n'apparaît pas que la fusion de deux formations aussi squelettiques que le P.S.A. et l'U.G.S. soit susceptible d'exercer de sérieux ravages dans les troupes de MM. Laurent, Defferre, Gazier et Lacombe. »

Mais électoralement, dans le contexte oppositionnel présent, l'existence du P.S.U. peut n'être pas sans incidence. »

Démocratie 60

Sous le titre : « P.S.U. : macédoine de marxistes marginaux », *Démocratie 60* insiste sur un point : « L'unification organisationnelle n'est pas l'unité politique. »

Cet « ami qui nous veut du bien » poursuit :

« De quoi est fait le nouveau parti ? Avant tout d'ex-quelque chose. Sous la même bannière, on trouve des radicaux libéraux, des trotskystes ayant pour un temps abandonné leur petite chapelle, des communistes restés fidèles aux « 21 conditions » de 1920 et anti-Thorez, des socialistes dont beaucoup ont cette particularité d'avoir été dans la S.F.I.O. des « droitiers ». On a aussi rassemblé les équipes de France-Observateur et de l'Express, des syndicalistes de la F.E.N., d'anciens chrétiens progressistes, d'ex-membres de la Jeune République, des U.D.S.R. et on ne sait encore quoi. »

Convenons tout de même que cette macédoine vaut largement l'infécté ragoût que cuisine Guy Mollet !

L'Express

Après avoir analysé « l'avenir plein de promesses » du P.S.U. et ses « difficultés immédiates », *L'Express* poursuit :

« Les « raisons d'espérer », selon la formule de l'appel final, qu'apporte le P.S.U. à la gauche sont nombreuses. Les trois courants qui se sont groupés dans le nouveau parti ont sur les grands problèmes de l'heure — guerre d'Algérie, évolution au régime gaulliste et laïcité — une conformité de vues beaucoup plus profonde qu'il n'en a jamais existé au Parti Radical ou à la S.F.I.O. Malgré l'hétérogénéité des origines, l'homogénéité des objectifs et de la mentalité est certaine. »

Si imprécise que soit encore la doctrine du socialisme démocratique, base théorique du parti, elle tient pour acquis un certain nombre d'idées, dont le refus bloquait précisément toute l'activité théorique du Parti Communiste et de la S.F.I.O.

Enfin, et surtout, le P.S.U. est aujourd'hui la seule organisation politique de la gauche non communiste qui soit en opposition nettement affirmée au régime de la V^e République et qui puisse, sans se renier, préparer la succession et un renouveau de la démocratie en France. »

France Catholique

Il ne semble pas — et c'est le moins que l'on puisse dire — que « l'hebdomadaire de formation et de culture chrétiennes » voie d'un très bon œil la naissance du P.S.U.

Jugez-en :

« Des battus notoires, des militants déçus, des doctrinaires sans troupes, des syndicalistes minoritaires appellent de leurs vœux la « première République socialiste de France ». »

(...) On voit mal comment ce gauchisme impénitent pourra s'y prendre, même unifié, pour récolter autre chose, dans l'avenir, que les mêmes déceptions du passé. A moins que de se situer dans une perspective de Front Populaire dont il est peu probable que le P.S.U. soit le principal bénéficiaire. »

Pas gentils, les rédacteurs de *France Catholique*, mais mettez-vous donc à leur place...

Témoignage Chrétien

A l'opposé de l'éventail de la presse catholique, « T. C. » publie sous le titre « Réveil de la gauche militante », un article très détaillé sur le P.S.U., ses buts et ses moyens :

« Bien qu'ils aient eu toutes les raisons doctrinales, et le prétexte de divergences sur les structures, pour ne pas se regrouper, les militants de l'U.G.S., du P.S.A., et de « Tribune du communisme », l'ont fait. On doit leur en savoir gré. Cette fusion répond aux nécessités du moment, clarifie l'échiquier politique, et elle implique beaucoup de courage de la part de ses promoteurs. Mais le courage, et le désintéressement, ne suffisent pas à fonder un parti politique solide. Le P.S.U. a-t-il des chances ? Oui, si l'on considère qu'il a d'ores et déjà beaucoup plus de militants que le centre des indépendants, ou l'U.N.R., qu'il dispose de l'appui de plusieurs hebdomadaires, et de sympathies dans les syndicats, la jeunesse... »

« Le P.S.U. n'est pas l'abri où se réfugieront les hommes usés ou déçus par les anciens partis. Mais il ne doit pas non plus fermer hermétiquement la porte, au nom d'un purisme injustifié. »

(...) Dans l'immédiat, une épreuve décisive est proposée aux promoteurs du P.S.U. Il ne leur faut pas seulement additionner leurs forces, mais les multiplier. La fusion réalisée devrait faire sortir de leur réserve des hommes que décourageait jusqu'ici la multiplicité des groupements. Dimanche au congrès de fusion, il y avait quatre fois plus de participants qu'aux congrès particuliers qui avaient précédé. C'est un symbole encourageant. »

France-Observateur

Cette constatation de « T. C. » nous amène à prendre notre conclusion dans *France Observateur* qui consacre une double page à la fusion U.G.S.-P.S.A. et où notre camarade Claude Bourdet lance un appel à tous les sympathisants du P.S.U. « pour qu'ils ne restent pas sur la touche » et pour qu'ils s'efforcent de répondre à « la question que depuis dimanche, beaucoup ne peuvent plus ne pas se poser ».

Un autre nazisme

C'EST le 6 avril 1652 que le chirurgien de la marine hollandaise Jan Van Riebeeck débarqua à la baie de la Table. Dès 1620, les Anglais y avaient planté l'Union Jack, mais reculèrent devant les difficultés qu'un établissement impliquait. Les Hollandais, aventuriers et commerçants tenaces, partaient à la conquête des mers. A la même époque, ils fondaient New-York. La Compagnie Hollandaise des Indes Orientales avait besoin d'un centre de ravitaillement, Van Riebeeck le fonda. La communauté hollandaise se développa lentement, mais dès 1688 elle reçut un apport considérable par l'arrivée des Huguenots chassés par la persécution. Ceux-ci constituèrent un véritable « levain » grâce à leurs qualités propres, leur courage. La société Afrikaaners naissait.

De bonne heure l'esclavage procure une main-d'œuvre bon marché. La Compagnie Hollandaise des Indes parqua les Noirs à l'intérieur de hautes clôtures pour tenir les indigènes à l'écart de la société blanche, pour éviter toute contamination. Trois ans plus tard, les Malan, Verwoerd ne feront pas autre chose que de continuer l'œuvre des ancêtres. Hotentots et Boschimans furent rapidement « soumis », c'est-à-dire asservis. Puis détruits. Une épidémie de variole décima les premiers. Quant aux seconds, « irrécupérables », ils furent massacrés comme les pionniers américains massacraient les Peaux-Rouges.

Le Traité de Paris de 1814 confirma le Cap possession anglaise : la ville commandait en effet la route des Indes et de l'Orient ; depuis 1795 les Anglais l'avaient prise pour éviter qu'elle ne tombât entre les mains de la Révolution Française puis de Napoléon. Là encore ce furent les rivalités européennes qui déterminèrent le sort d'une terre africaine. Cette mainmise marque le début de l'opposition violente qui opposa la colonisation blanche : d'un côté les Anglais, de l'autre les Afrikaaners, c'est-à-dire tous les Blancs d'origine non anglaise. Cette opposition connue des heures dramatiques dont la « guerre des Boers » fut sans doute l'élément le plus sanglant. Cette opposition continua malgré la paix, et la victoire du parti national aux élections de 1948 fut d'après un commentateur afrikaaner « la dernière victoire de la guerre des Boers ».

Aujourd'hui, l'Union Sud Africaine est un Etat fédéral constitué le 31 mai 1910. Elle a le statut de dominion dans le Commonwealth britannique, mais pour la majorité de la population européenne, Londres est l'ennemi héréditaire. Il n'y eut à la Chambre des Représentants que 13 voix de majorité pour décider de l'entrée en guerre de l'Union aux côtés des Alliés lors de la dernière guerre mondiale. Mais cela n'empêcha pas l'existence d'un puissant mouvement pro-nazi dont l'organe officiel était le Die Bruer, dirigé par le docteur Malan. En 1954 il existait encore officiellement un parti nazi, l'Ossewa Brandwag. Il n'y a pas si longtemps encore que les leaders politiques afrikaaners dénonçaient dans leurs discours « l'impérialisme anglo-juif », « la nature détestable des intérêts anglo-juifs » ou encore tonnaient contre « les vices de la démocratie ploutocratique ».

Racistes et antisémites

Racistes, les Afrikaaners le sont profondément. Antisémites aussi. Mais la politique a ses nécessités et le docteur Malan se rendit en Israël : une sourdine fut mise à l'antisémitisme officiel.

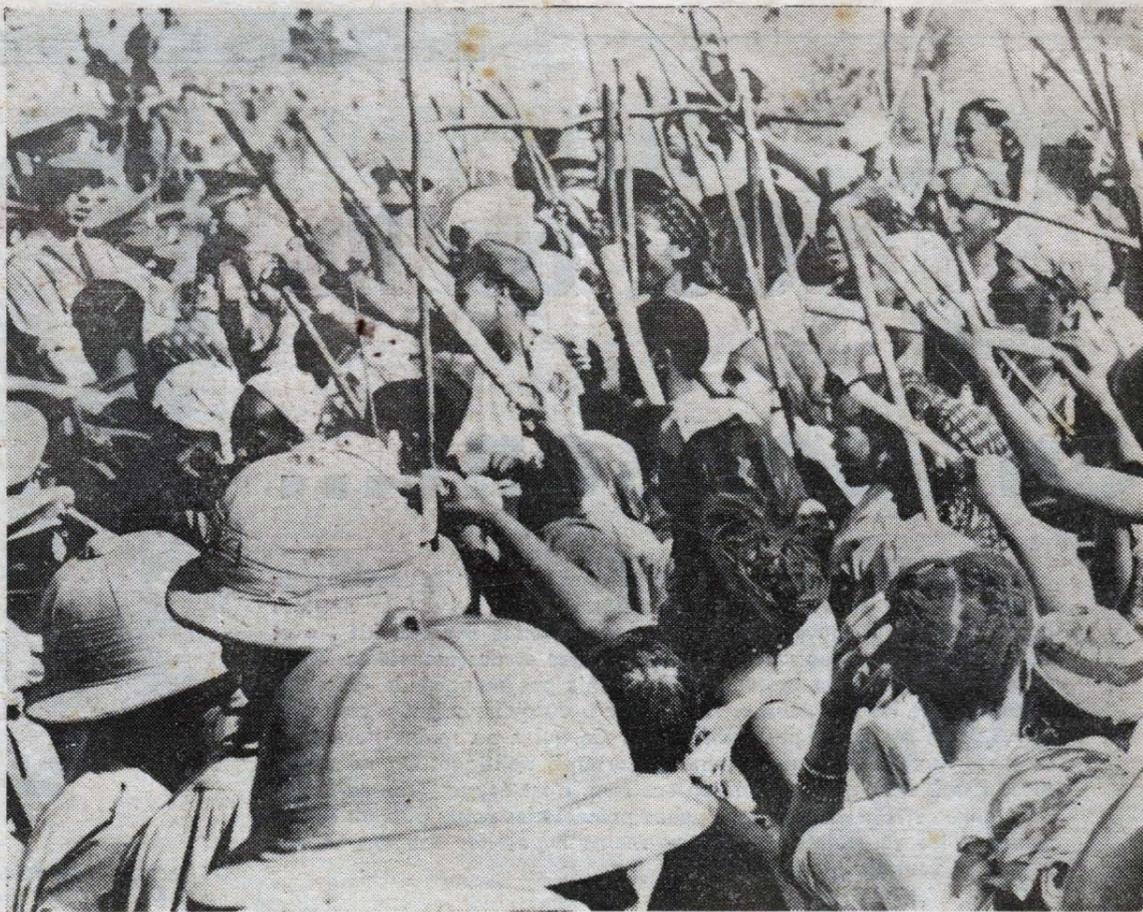
Le comportement de l'Afrikaaners moyen relève de la peur, de la bigoterie, du racisme, du sentiment qu'il est frustré du fruit de son labeur. Quelques chiffres précisent les données du problème :

L'Union Sud-Africaine compte 1.223.328 km², mais seulement 15 % de la surface du sol est cultivable. Encore les terres sont-elles rongées par l'érosion. Mais le sous-sol est riche, prodigieusement riche : l'Union produit les 3/4 de l'or mondial, les 9/10 des diamants, la moitié de l'uranium sans parler des métaux non ferreux, du charbon et d'autres richesses minières.

La population compte environ 14 millions et demi d'habitants : 10 millions d'Africains, un million de « coloureds » ou métis, 450 000 Indiens, 40.000 Malais et environ 3.000.000 de Blancs, dont plus d'un million d'Anglais et un million et demi d'Afrikaaners.

Mais ces derniers, qui « ont fait le pays » ne disposent que de 10 % du capital investi. Aussi estime-t-on généralement que 22 % de la population blanche est « pauvre » : l'on trouve en effet des Blancs travaillant de leurs mains dans les mines, dans les transports. Mais cela n'empêche pas que la population blanche dans son ensemble jouit dans l'Union d'un des revenus moyens les plus élevés de la planète.

Ce niveau de vie, cette puissance économique ne sont possibles que grâce à l'exploitation systématique



que du « non-blanc », qu'il soit nègre, métis ou indien.

Ici, l'Eglise Réformée de Hollande est toute puissante. Son action, son rôle peuvent être comparés à celui de l'Eglise catholique dans l'Espagne du Moyen-Age. C'est elle qui a défini les fondements religieux de l'« apartheid » : les Noirs sont les fils de Cham, des êtres maudits. L'Afrikaaners est le fils de Dieu, un fils de la race élue. Alors que l'Eglise protestante anglaise est libérale, qu'elle lutte contre la ségrégation, que l'Eglise catholique appuie les revendications des Noirs, l'Eglise réformée, véritable église intégriste, a fondé sa doctrine sur la pureté de la race, a créé le mythe de la patrie et a contribué à créer une langue : l'afrikaans, langue dérivée du hollandais. Malheur à qui lui résiste : l'évêque anglican de Johannesburg, menacé d'arrestation a dû s'enfuir tout récemment. Puritaine,

race blanche. Mais les trois millions d'Européens élisent 151 députés.

La mise en application de l'« apartheid » a eu pour conséquence de parquer les non-Blancs sur 13 % du territoire et les trois millions d'Européens sur 87 % du territoire. Des villes noires entières furent détruites au bulldozer et des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants furent déchus du droit de résider dans les villes et furent regroupés dans des « réserves » concentrationnaires, où généreusement le gouvernement leur loue des logements à raison d'une pièce par famille moyennant un loyer variant de 30 à 50 NF, soit entre 25 et 50 % du salaire.

L'Université est interdite aux Noirs. Les missionnaires purent former quelques cadres : actuellement l'on compte quarante-trois médecins, treize juristes, huit professeurs de secondaire parmi les Noirs. Mais les écoles des missionnaires sont à leur tour interdites et l'enseignement primaire est pris en charge par l'Etat. Mais celui-ci dépense 600 NF par écolier blanc contre 34 NF pour un écolier noir. Des écoles clandestines se sont ouvertes : mais l'instituteur risque alors 700 NF d'amende et six mois de prison. Le gouvernement de l'Union entend maintenir le Noir dans l'ignorance pour conserver plus longtemps son pouvoir. « Le Caire est vicieux, paresseux et stupide. » Pour les Afrikaaners, les manifestations sont le fait de communistes, d'agitateurs. Mais ces « agitateurs » ont pu faire mettre 500.000 travailleurs en grève : ils expriment par une action non-violente, une volonté certaine de justice, de liberté.

Fin de l'esclavage ?

Le Noir est exploité. Son salaire est dix fois inférieur à celui du Blanc. La loi fournit les prétextes à cette exploitation. Les fameux « passeports » qui furent à l'origine des récents événements ne comportent pas moins de douze pièces différentes. Une seule manque-t-elle ? Le « délinquant » est arrêté. La loi permet une arrestation de trois mois sans inculpation. Le choix est alors offert au prévenu : ou comparaître devant un tribunal, ou effectuer six mois de travail « volontaire » chez un fermier ou à la mine. Dans ce dernier cas, le prévenu est remis à un Blanc qui le gardera, en dehors des heures de travail — de douze à quatorze par jour — dans sa prison personnelle. Car fermes ou mines possèdent leurs prisons propres. Le Noir n'a aucun droit, aucune défense : le droit syndical lui a été retiré, la preuve de son innocence est à la charge de l'inculpé, mais la police a le droit de s'opposer à la production des preuves de l'innocence ; le ministre de la Justice peut décider seul si un individu est coupable d'activité communiste, et alors c'est la privation de travail, l'assignation à résidence, la prison ; les mariages mixtes sont interdits : il faut sauvegarder la pureté de la race. Cette dernière mesure n'a eu qu'un précédent : la loi de Nuremberg de l'Allemagne nazie. Telle est la réalité sud-africaine. Cette réalité que certains à Paris donnent en exemple.

Le gouvernement français a jugé bon de ne pas s'associer aux protestations du Conseil de sécurité sous le prétexte qu'il s'agit d'affaires intérieures. Mais l'antisémitisme en Allemagne nazie était aussi une affaire intérieure. Or, pour le parti nationaliste, le Noir est ce qu'était le Juif pour Hitler....

Le Congrès national africain, le Congrès panafricain, le Parti progressiste et d'autres organisations sont dissous. Par centaines, des Noirs sont arrêtés. Des libéraux blancs aussi.

Jusqu'à ce jour les organisations africaines ont pratiqué la non-violence et la désobéissance civile. Mais les massacres exécutés par les forces de l'ordre, les violences de toute sorte, les vexations, les humiliations, transforment peu à peu les conditions de la lutte. Des églises sont incendiées.

Une lutte dure et longue s'annonce. Le mouvement d'émancipation qui secoue toute l'Afrique ne pouvait s'arrêter aux frontières de l'Union. Plus qu'ailleurs, la colonisation européenne a créé ici les conditions de sa disparition. L'esclavage appartient au passé. C'est ce que le Dr Verwoerd n'a pas compris. L'Histoire est en marche, elle ne s'arrêtera pas.

Louis HOUEVILLE



Le Dr VERWOERD :

« Ils doivent apprendre dès l'enfance qu'ils ne sont pas nos égaux... »

elle a fait interdire l'entrée des bars aux femmes, la pêche le dimanche, interdit de nombreux ouvrages, ceux de Richard Wright, de Kinsey, les publications de l'UNESCO, etc... Eglise intégriste, elle a aussi sa société secrète, le « Broederbond » (la Bande des Frères), qui dirige en fait le parti nationaliste, et de ce fait le pays. Sa doctrine tient tout entière dans cette formule : « La lutte pour une république afrikaaner chrétienne calviniste nationaliste responsable devant Dieu seul ». Elle lutte contre le Britannique qui, lorsqu'elle aura conquis le pouvoir sera doté d'un statut de citoyen inférieur. Elle hait les Juifs, les Francs-Maçons et les Catholiques. Les Nègres aussi, bien sûr...

Pour l'Afrikaaner, le racisme est une lutte essentielle, « c'est un combat pour survivre » car « si l'Européen perd son sens racial, il ne peut rester un homme blanc ». « La collaboration, dit-il, signifie mort lente. » Si on accorde au Noir l'égalité avec le Blanc, c'est la mort de ce dernier. « Le Nègre n'a pas besoin de maison, il peut dormir sous les arbres. Telle est la doctrine officielle, telle qu'elle ressort des « pensées » de MM. Stridjom, Verwoerd, Malan.

Aussi onze millions de sujets de couleur sont-ils « représentés » au Parlement par sept députés de